

Le 18 août 2020

L'honorable Chrystia Freeland, C.P., députée
Vice-première ministre et ministre des Finances
Finances Canada
80, rue Wellington
OTTAWA, Ontario
K1A 0A3

Chère Ministre,

Au nom des chefs d'entreprise du Canada, je tiens à vous présenter mes félicitations les plus sincères pour votre nomination à titre de nouveau ministre des Finances du Canada.

Depuis votre arrivée au sein du Cabinet fédéral en 2015 et tout en servant dans les portefeuilles du Commerce international, des Affaires étrangères, des Relations intergouvernementales et de la vice-première ministre, vous avez travaillé sans relâche pour renforcer le Canada au pays et à l'étranger. Nous savons que vous apporterez un degré d'engagement similaire à votre nouveau rôle en tant que ministre des Finances.

Madame la ministre, il n'est pas nécessaire de dire que vous assumez le portefeuille des finances à une période de grands risques et d'incertitude pour l'économie nationale. La pandémie de la COVID-19 a coûté la vie à plus de 9 000 Canadiens et infligé des effets à long terme sur la santé de nombreux autres. À cause d'elle, des millions de personnes se sont retrouvées au chômage et des milliers d'entrepreneurs ont vu leurs rêves anéantis dans des collectivités partout au pays.

Lorsque la crise a éclaté, le gouvernement fédéral a agi rapidement et énergiquement pour relever le défi de la santé et fournir un soutien financier à grande échelle aux personnes dans le besoin. En général, nous avons soutenu ces actions. Bien que la pandémie ait poussé les niveaux de dépenses fédérales à des niveaux auparavant inimaginables, nous sommes d'accord avec plusieurs autres pour dire que le coût de l'inaction aurait été encore plus élevé.

Nous avons deux grandes préoccupations pour l'avenir.

Premièrement, il est urgent que le gouvernement se tourne vers un plan de croissance économique et de prospérité. Nous devons rester concentrés sur les problèmes structurels qui affectent notre compétitivité économique - vieillissement démographique, changements climatiques, baisse de la productivité au travail, faibles niveaux d'investissement des entreprises, obstacles structurels à la croissance des entreprises et obstacles réglementaires qui vont bien au-delà des oléoducs. Le Canada perd l'avantage d'une population jeune, d'importantes injections de capitaux étrangers et de gains de productivité dans des domaines stratégiques importants. Les tendances démographiques à elles seules réduisent les marchés du

travail et les bassins de talents tout en réduisant les recettes fiscales et en augmentant les dépenses au niveau de la santé et des programmes sociaux. Il faut remédier à cette situation avec un programme politique soutenu qui améliorera la compétitivité de notre pays.

Deuxièmement, la capacité fiscale du gouvernement n'est pas illimitée. D'ici la fin de cet exercice, la dette fédérale nette devrait atteindre 1 200 milliards de dollars et le ratio dette fédérale / PIB atteindra 49%, contre seulement 31% un an plus tôt. Si le Canada connaît une deuxième vague de coronavirus, ou si l'économie mondiale subit un ralentissement plus marqué, la situation budgétaire s'aggravera rapidement. Nous devons préserver notre capacité fiscale pour faire face aux futurs crises et défis.

En tant que chefs d'entreprise et employeurs de millions d'hommes et de femmes d'un océan à l'autre, nous vous exhortons d'établir des objectifs budgétaires clairs qui fournissent un cadre de référence permettant de juger les demandes incessantes de nouvelles dépenses. Oui, le coût actuel des emprunts à long terme est faible, mais les taux d'intérêt finiront par augmenter et cela conduira inévitablement à une hausse des impôts et à des réductions de programmes vitaux. Les Canadiens qui se souviennent des années 1990 ont déjà vu ce film et ne souhaitent pas le revivre. Les jeunes qui entrent sur le marché du travail et souhaitent lancer leur carrière ou élever une famille ne méritent pas d'être obligés de rembourser les déficits d'aujourd'hui.

Nous reconnaissons que le gouvernement fait face à des pressions importantes pour augmenter les dépenses, mais ce n'est pas le moment de réorganiser en profondeur les programmes sociaux qui ont fait leurs preuves - dont beaucoup sont, de toute façon, de compétence provinciale. Ce dont nous avons le plus besoin maintenant, c'est un plan sérieux pour renforcer la confiance, encourager la création d'emplois dans le secteur privé et attirer les investissements des entreprises. De même, les Canadiens doivent savoir qu'il existe un plan pour limiter les dépenses fédérales et assurer la viabilité des finances publiques. Une saine gestion budgétaire et une économie en croissance sont essentielles pour garantir une amélioration du niveau de vie et de la qualité de vie de tous les citoyens.

En terminant, je vous remercie encore une fois de votre contribution au Canada et de votre volonté d'être ministre des Finances à ce moment crucial de l'histoire économique du pays. Les membres du Conseil canadien des affaires sont prêts à vous offrir leur aide de toutes les manières possibles.

Je vous prie d'accepter, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

